



## **RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIEME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2012**

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2012, clos le 30 septembre. Les comptes au 30 septembre n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2012 et 2011 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2011 (« données comparables »).

### **1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ET DES COMPTES DU TROISIEME TRIMESTRE 2012**

Avec une parité moyenne de \$ 1,25 / € 1, le dollar s'est inscrit en hausse de 13 % par rapport au troisième trimestre 2011 (\$ 1,41 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter de € 2,1 millions (5 %) le chiffre d'affaires et de € 1,0 million (22 %) le résultat opérationnel du trimestre dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

#### **Des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO toujours ralenties par une conjoncture dégradée**

Dans son rapport du 9 février 2012, la société avait indiqué son anticipation d'un environnement macroéconomique demeurant, au moins pendant la première moitié de l'année, aussi dégradé qu'au quatrième trimestre 2011. Dès le deuxième trimestre, l'économie a montré des signes de dégradation supplémentaires, liés à la persistance des inquiétudes sur les dettes souveraines des Etats-Unis et de certains pays européens, à la crise de la zone euro et à ses répercussions mondiales, ainsi qu'au ralentissement de la croissance dans certains pays émergents, Chine et Inde en particulier.

Plus encore que la détérioration de l'environnement macroéconomique, la société soulignait que l'alternance de nouvelles positives et négatives, l'absence de visibilité et l'accroissement des inquiétudes des entreprises tant que des premiers signes d'une amélioration durable de la conjoncture ne seront pas perceptibles, pèseraient fortement sur leurs décisions d'investissement.

Dans ce contexte, l'attentisme des clients s'est poursuivi au troisième trimestre et les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO (€ 19,5 millions) diminuent de 12 % par rapport au troisième trimestre 2011 : – 10 % pour les nouvelles licences de logiciels, – 13 % pour les équipements de CFAO.

#### **Des revenus récurrents en hausse**

Les revenus récurrents (€ 29,0 millions) augmentent leur progression, passant de 2 % au premier semestre à 4 %, résultant d'une hausse de 5 % du chiffre d'affaires des contrats récurrents (€ 17,2 millions) et de 2 % de celui des pièces détachées et consommables (€ 11,4 millions).

## Un chiffre d'affaires et des résultats supérieurs aux anticipations de la société

La société avait formulé le 9 février 2012 deux hypothèses d'activité et de résultats pour l'exercice 2012, identiques pour le premier semestre et différentes selon l'évolution de la conjoncture pour la deuxième moitié de l'année.

La première prévoyait une conjoncture économique aussi dégradée qu'au quatrième trimestre 2011 jusqu'au 30 juin, puis retrouvant ensuite son niveau du premier semestre 2011. Dans la deuxième, la conjoncture restait dégradée toute l'année. Considérée par la société le 26 juillet comme la plus probable, cette deuxième hypothèse s'accompagnait d'un plan de marche anticipant, pour le troisième trimestre, un chiffre d'affaires de € 46,7 millions et un résultat opérationnel de € 4,3 millions.

Le chiffre d'affaires s'élève à € 47,9 millions, en retrait de 11 % par rapport au troisième trimestre 2011. A données réelles, il baisse de 7 %. Cette diminution provient du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 18,9 millions), en recul de 26 %.

Le résultat opérationnel atteint € 5,4 millions. A données comparables, il s'infléchit de € 4,4 millions (- 50 %) et la marge opérationnelle (11,2 %) de 7,6 points. A données réelles, le résultat opérationnel diminue de € 3,4 millions (- 39 %) et la marge opérationnelle de 6,0 points.

Le chiffre d'affaires est néanmoins supérieur de € 1,2 million aux anticipations du plan de marche de la société et le résultat opérationnel de € 1,1 million.

Le bénéfice net s'établit à € 3,8 millions ; il recule de € 2,0 millions (- 35 %) à données réelles par rapport au troisième trimestre 2011 (€ 5,8 millions).

Le cash-flow libre est négatif de € 2,3 millions. Ce résultat inhabituel provient de plusieurs facteurs conjoncturels ayant affecté la performance de ce seul trimestre (le cash-flow libre des neuf premiers mois de l'année est positif de € 5,7 millions).

## Progression du plan de transformation de l'entreprise

Malgré le contexte économique et comme annoncé dans son rapport du 9 février 2012, la société a décidé de privilégier en 2012 sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité à court terme, en accélérant sa transformation par le renforcement, sur une période de 24 mois, de ses équipes commerciales et marketing et la poursuite d'une politique d'investissement soutenue de R&D.

Ce plan, dont l'avancement se poursuit comme prévu, fera sentir son plein effet à partir de 2014 en permettant à la société de réaliser pleinement son potentiel de croissance sur ses marchés géographiques et sectoriels les plus porteurs. Pour l'exercice en cours, il représente un réinvestissement de 3 points de marge opérationnelle qui se traduit par une augmentation des frais fixes de l'ordre de € 6,0 millions, soit les deux tiers de l'augmentation totale de € 9 millions (+ 9 %) prévue. Ces dépenses d'avenir sont en effet directement comptabilisées en charges de l'exercice, alors que leur bénéfice ne se fera sentir que dans les prochaines années. Pour autant, ces frais fixes sont soumis à une grande rigueur de gestion.

## Lancement de la nouvelle génération de découpeurs Vector

Le 2 juillet, la société a lancé sa nouvelle génération de découpeurs automatiques de tissus et matériaux composites Vector, qui a connu un succès immédiat.

Les moyens exceptionnels mis en œuvre pour son développement ont donné naissance à une offre complète, intégrée et unique. Celle-ci permet aux entreprises clientes d'accroître la maîtrise et l'optimisation de leurs opérations de production, tout en augmentant leur compétitivité et leur rentabilité. Reconnue comme la solution la plus performante du marché, la précédente génération de Vector, lancée en février 2007 et restée sans équivalent, a permis à Lectra, avec plus de 1 600 découpeurs vendus, d'augmenter ses parts de marché sur l'ensemble de ses secteurs d'activité et de renforcer son leadership dans la mode et l'automobile. La nouvelle génération lancée en juillet

représente une nouvelle avancée majeure.

La société avait déjà lancé sa nouvelle gamme de découpeurs automatiques cuir Versalis mi-2011 pour la maroquinerie, fin 2011 pour l'automobile et début 2012 pour l'ameublement.

## 2. COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2012

Avec une parité moyenne de \$ 1,28 / € 1, le dollar s'est inscrit en hausse de 10 % par rapport aux neuf premiers mois de 2011 (\$ 1,41 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter de € 5,5 millions (4 %) le chiffre d'affaires et de € 2,5 millions (21 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

### Un chiffre d'affaires et des résultats toujours en avance sur les anticipations de la société

Dans l'hypothèse d'une conjoncture économique qui resterait toute l'année 2012 aussi dégradée qu'au quatrième trimestre 2011, formulée par la société le 9 février 2012 et considérée le 26 juillet comme la plus probable, son plan de marche anticipait, pour les neuf premiers mois de l'exercice, un chiffre d'affaires de € 142 millions et un résultat opérationnel de € 11,5 millions. L'avance constatée au 30 juin sur les anticipations de ce scénario s'est depuis accrue et atteint, au 30 septembre, € 5,3 millions pour le chiffre d'affaires et € 3,2 millions pour le résultat opérationnel.

### Commandes

Au total, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO s'élèvent à € 56,2 millions, en diminution de 16 % par rapport aux neuf premiers mois de 2011 : - 12 % pour les nouvelles licences de logiciels, - 17 % pour les équipements de CFAO.

Géographiquement, la situation demeure contrastée. Les commandes progressent de 13 % en Amérique du Nord mais reculent de 31 % en Amérique du Sud, soit au total, dans les Amériques, un infléchissement de 2 %. Elles baissent de 7 % en Europe et de 37 % en Asie-Pacifique. Dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), elles augmentent de 25 %.

En retrait de 17 %, les pays émergents, avec 54 % du total des commandes, restent prépondérants, alors que les pays développés (46 % du total) enregistrent un recul de 14 %.

Cette baisse des commandes touche les principaux marchés sectoriels : la mode (- 7 %), l'automobile (- 28 %) et l'ameublement (- 8 %). Dans les autres industries, les commandes sont restées stables. Ces marchés ont représenté respectivement 47 %, 38 %, 7 % et 8 % du montant total des commandes.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois s'établit à € 147,3 millions, en diminution de 7 % (- 4 % à données réelles) par rapport à 2011.

En progression de 4 % dans les Amériques, il recule de 10 % en Europe et de 20 % en Asie-Pacifique. Ces trois régions ont représenté respectivement 25 %, 48 % (dont 10 % pour la France) et 21 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (6 % du total du Groupe) augmente de 22 %.

#### Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 17,2 millions) est en retrait de 16 %. Il contribue à hauteur de 12 % au chiffre d'affaires global (13 % en 2011).

Les équipements de CFAO (€ 39,4 millions) affichent une diminution de 20 % et représentent 27 % du chiffre d'affaires global (31 % en 2011).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 5,7 millions) baisse de 17 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 62,5 millions) recule de 19 %. Il représente 42 % du chiffre d'affaires global (48 % en 2011).

#### *Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables*

Les revenus récurrents (€ 84,9 millions) augmentent de € 2,2 millions (+ 3 %). Ils représentent 58 % du chiffre d'affaires global (52 % en 2011).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 59 % des revenus récurrents et à 34 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 50,2 millions. Après avoir diminué de 3 % en 2010, puis de 1 % en 2011, il retrouve ainsi le chemin de la croissance avec une progression de 4 % au cours des neuf premiers mois de l'année, résultat de la politique commerciale axée sur la valeur apportée aux clients, un retour sur investissement maximal de leur base installée de solutions Lectra et un coût total de possession (*total cost of ownership*) minimal.

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents se décompose ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 23,7 millions), en hausse de 5 % par rapport à 2011, représentent 16 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 26,4 millions), en augmentation de 4 %, représentent 18 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 33,5 millions) progresse de 1 % et représente près de 23 % du chiffre d'affaires global.

#### **Carnet de commandes**

Le carnet de commandes au 30 septembre (€ 11,0 millions) augmente de € 0,5 million par rapport au 1<sup>er</sup> janvier, le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO étant légèrement inférieur au montant des commandes enregistrées au cours de la période.

Il comprend € 10,2 millions livrables au quatrième trimestre 2012 et € 0,8 million en 2013.

#### **Marge brute**

Le taux de marge brute global s'établit à 73,1 %. A données comparables, il s'élève à 72,4 % et progresse de 2,4 points par rapport aux neuf premiers mois de 2011 (70,0 %).

Cette augmentation provient à la fois de l'évolution du mix produits et de la hausse des taux de marge brute de toutes les lignes de produits.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

#### **Frais généraux**

Les frais généraux s'établissent à € 93,0 millions, en augmentation de € 4,9 millions (+ 6 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2011. Ils se décomposent ainsi :

- € 83,6 millions de frais fixes, en progression de € 6,4 millions (+ 8 %) ;
- € 9,4 millions de frais variables, en diminution de € 1,5 million (– 15 %).

La hausse des frais fixes reflète notamment les impacts des investissements réalisés dans le cadre du plan de transformation de l'entreprise, tous passés en charges de la période (*cf.* chapitre 1).

Les dépenses de recherche et développement sont ainsi entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 12,9 millions et

représentent 8,7 % du chiffre d'affaires (€ 13,4 millions et 8,8 % en 2011). Après déduction du crédit d'impôt recherche, les frais nets de R&D s'établissent à € 8,5 millions, comme en 2011.

### Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel s'établit à € 14,7 millions, en recul de € 7,0 millions (- 32 %) à données réelles par rapport aux neuf premiers mois de 2011 (€ 21,7 millions).

Cette diminution de € 7,0 millions du résultat opérationnel résulte pour € 7,5 millions de la baisse du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et pour € 4,1 millions de l'augmentation des frais généraux fixes relative au plan de transformation. A ces deux effets, s'ajoutent l'augmentation naturelle des frais généraux fixes (€ 2,3 millions) ainsi que l'impact favorable de la croissance des revenus récurrents (€ 2,0 millions), de l'amélioration des taux de marge brute (€ 2,3 millions) et de la variation des taux de change (€ 2,5 millions).

A données comparables, le résultat opérationnel diminue donc de € 9,5 millions (- 44 %).

La marge opérationnelle s'établit à 10,0 %, en recul est de 4,1 points à données réelles par rapport à celle des neuf premiers mois de 2011 (14,1 %). A données comparables, elle diminue de 5,5 points.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,7 million, inférieure à celle des neuf premiers mois de 2011 (€ 1,3 million) compte tenu de la diminution importante du montant résiduel de l'emprunt à moyen-terme entre les deux périodes. Le résultat de change est négatif de € 0,2 million.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 3,8 millions, le bénéfice net s'établit à € 10,1 millions (€ 14,6 millions pour les neuf premiers mois de 2011), soit un recul de 31 % à données réelles.

Le bénéfice net par action sur capital de base s'élève à € 0,35 et celui sur capital dilué à € 0,34 (€ 0,51 et € 0,50 respectivement pour les neuf premiers mois de 2011).

### Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'élève à € 5,7 millions (€ 12,8 millions en 2011). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 16,2 millions, d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 6,3 millions et d'investissements de € 4,2 millions (cf. note 7 des notes annexes au présent rapport).

Il n'y a pas eu d'élément à caractère non récurrent (il y avait eu un décaissement de € 1,0 million pour les neuf premiers mois de 2011).

Le crédit d'impôt recherche des neuf premiers mois (€ 4,3 millions) a été comptabilisé mais non encaissé. S'il avait été encaissé, le cash-flow libre aurait été de € 10,0 millions et inférieur de seulement € 0,1 million au résultat net.

### Structure financière

Au 30 septembre 2012, les capitaux propres s'élèvent à € 62,5 millions (€ 58,7 millions au 31 décembre 2011), après paiement, le 10 mai 2012, du dividende de € 6,3 millions au titre de l'exercice 2011 décidé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2012.

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société qu'elle détient dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,4 million (€ 0,7 million au 31 décembre 2011).

La trésorerie disponible s'établit à € 25,8 millions (€ 26,3 millions au 31 décembre 2011).

Les dettes financières sont de € 17,3 millions (€ 17,7 millions au 31 décembre 2011) :

- € 15,9 millions correspondent à l'emprunt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007. Compte tenu des remboursements anticipés déjà réalisés, les remboursements

contractuels de 2012 sont réduits à € 0,6 million (le 31 décembre). Du fait de la réduction des swaps de taux depuis le 1<sup>er</sup> juillet et de leur extinction le 31 décembre 2012, le taux d'intérêt effectif global serait réduit à 2,62 % au quatrième trimestre (contre 4,36 % au cours des neuf premiers mois de 2012), puis à 1,19 % jusqu'au dernier remboursement le 31 décembre 2013, dans l'hypothèse où le taux Euribor 3 mois reste identique à celui du 28 septembre 2012.

- € 1,4 million correspondent à des avances publiques, remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 8,5 millions au 30 septembre 2012 (€ 8,6 millions au 31 décembre 2011).

### **3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE**

#### **Evolution du capital**

Conformément à la première résolution approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 avril 2012, la valeur nominale des actions composant le capital social a été augmentée pour la porter de € 0,97 à € 1,00. En conséquence, le capital social au 30 septembre 2012 est de € 28 944 362 divisé en 28 944 362 actions d'une valeur nominale de € 1,00 (il était de € 28 036 501,70 divisé en 28 903 610 actions d'une valeur nominale de € 0,97 au 31 décembre 2011).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, il a été augmenté de 40 752 actions du fait de la levée d'options de souscription d'actions (soit une augmentation de € 0,1 million du capital social et des primes d'émission).

Le 17 février 2012, la société Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 5 % du capital, puis celui de 5 % des droits de vote de la société le 21 février, et détenir à cette date 5,12 % du capital et 5,04 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38 % du capital et des droits de vote,
- la Financière de l'Echiquier et la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), détiennent chacune plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.
- Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détient plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote, pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

#### **Actions de la société détenues en propre**

Au 30 septembre 2012, la société détenait 0,3 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité, confié depuis le 21 mai 2012 à Exane BNP Paribas.

#### **Attribution d'options de souscription d'actions**

Le 4 septembre 2012, le Conseil d'Administration a attribué 197 319 options de souscription d'actions au prix d'exercice de € 6,25 par option à 82 bénéficiaires, au titre de la réalisation de leurs objectifs 2011, conformément à l'engagement pris lors de l'attribution des plans d'options 2011.

Il a par ailleurs attribué, au titre du plan d'options 2012, 778 800 options au prix d'exercice de € 6,25 par option, à 110 bénéficiaires. Sur ce total, 722 800 options, attribuées à 92 bénéficiaires au titre de la réalisation de leurs objectifs de performance 2012, correspondent à un nombre maximum ; le



nombre d'options définitif sera déterminé en 2013 en fonction du pourcentage réel d'atteinte de ces objectifs, après l'arrêté des comptes consolidés 2012 du Groupe.

L'intégralité de ces options est au bénéfice de salariés du Groupe. Les deux seuls dirigeants mandataires sociaux, André Harari et Daniel Harari, ne sont bénéficiaires d'aucune option depuis 2000.

### **Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange**

Au 30 septembre 2012, le cours de Bourse de l'action Lectra était de € 4,65, en hausse de 1,1 % par rapport au 31 décembre 2011 (€ 4,60). Son plus bas s'est affiché à € 4,04 le 15 juin et son plus haut à € 5,42 le 10 février. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 6,2 % et 13,8 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées depuis le début de l'année (2,7 millions) a diminué de 53 % et les capitaux échangés (€ 12,3 millions) de 63 % par rapport à la même période de 2011.

### **4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE**

Aucun événement important n'est à signaler.

### **5. CALENDRIER FINANCIER**

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2012 seront publiés le 12 février 2013, après la clôture de NYSE Euronext.

### **6. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

La société a longuement développé ses perspectives pour l'exercice en cours et à moyen terme dans son rapport financier du 9 février 2012 et son rapport annuel 2011, auxquels il convient de se référer.

#### **Perspectives 2012**

Les conditions macroéconomiques devraient rester dégradées au quatrième trimestre, sensiblement identiques à celles des neuf premiers mois de l'année.

Dans cette hypothèse de conjoncture, la société avait considéré le 9 février 2012 que les commandes de nouveaux systèmes de l'exercice pourraient s'inscrire en baisse de 17 % et le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes d'environ 24 %, conduisant à un chiffre d'affaires total de l'ordre de € 190 millions pour l'exercice. Le résultat opérationnel courant s'établirait à environ € 15 millions, dégagant une marge opérationnelle courante proche de 8 %, et le résultat net à environ € 10 millions – des anticipations cependant supérieures aux performances d'avant-crise. Ces chiffres avaient été établis sur la base d'une parité moyenne de \$ 1,30 / € 1, très proche de celle des neuf premiers mois et identique à la parité à la date de ce rapport (\$ 1,30 / € 1).

Au premier semestre, les performances ont été en avance sur ce scénario. Cette avance s'est accrue au 30 septembre, permettant d'envisager un chiffre d'affaires et des résultats pour l'ensemble de l'exercice supérieurs aux chiffres anticipés dans ce scénario.

#### **Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme**

La société a abordé 2012 avec des fondamentaux financiers et opérationnels totalement différents qu'à la veille de l'éclatement de la crise économique et financière en 2008-2009. Radicalement transformée, sa structure financière est aujourd'hui très solide. En particulier, sa trésorerie nette positive de € 8,5 millions au 30 septembre 2012 constitue un atout important.

Comme l'a prouvé le très fort rebond des commandes en 2010 et au premier semestre 2011, une fois

la crise définitivement passée, les entreprises des différents marchés géographiques et sectoriels de la société devraient accélérer ou rattraper les investissements gelés ou repoussés depuis plusieurs années et se doter des moyens technologiques indispensables au renforcement de leur compétitivité. Avec la crise et ses prolongements en 2012, leurs défis ont été amplifiés.

Confortée par ses résultats depuis 2010, la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa stratégie et de son plan d'actions 2012, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

La société présentera le 12 février 2013 ses perspectives pour l'exercice 2013 ainsi que sa stratégie et ses objectifs pour 2015.

Le Conseil d'Administration

Le 25 octobre 2012



## Attestation de la société relative au rapport du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2012

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2012 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Paris, le 25 octobre 2012

Daniel Harari  
Directeur Général

Jérôme Viala  
Directeur Financier

## ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

### ACTIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	31 décembre 2011	30 septembre 2011
Ecarts d'acquisition	31 374	31 309	30 939
Autres immobilisations incorporelles	4 581	4 742	4 977
Immobilisations corporelles	12 943	11 589	10 940
Actifs financiers non courants	2 057	1 899	1 612
Impôts différés	8 756	9 543	10 331
<b>Total actif non courant</b>	<b>59 711</b>	<b>59 081</b>	<b>58 799</b>
Stocks	23 669	21 112	21 858
Clients et comptes rattachés	32 071	44 533	35 980
Créances d'impôt courant sur les sociétés	15 041	10 841	11 059
Autres actifs courants	7 383	6 346	7 219
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 811	26 320	35 549
<b>Total actif courant</b>	<b>103 975</b>	<b>109 152</b>	<b>111 665</b>
<b>Total actif</b>	<b>163 686</b>	<b>168 233</b>	<b>170 464</b>

### PASSIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	31 décembre 2011	30 septembre 2011
Capital social	28 944	28 037	28 037
Primes d'émission et de fusion	2 591	2 487	2 487
Actions détenues en propre	(431)	(722)	(583)
Ecarts de conversion	(8 654)	(8 816)	(8 946)
Réserves et résultats consolidés	40 098	37 700	32 946
<b>Capitaux propres</b>	<b>62 548</b>	<b>58 686</b>	<b>53 941</b>
Engagements de retraite et autres avantages du personnel	5 483	4 512	4 270
Emprunts et dettes financières à long terme	6 642	16 684	21 942
<b>Total passif non courant</b>	<b>12 125</b>	<b>21 196</b>	<b>26 212</b>
Fournisseurs et autres passifs courants	42 826	46 696	49 287
Produits constatés d'avance	30 756	35 722	28 773
Dettes d'impôt exigible	1 323	1 776	2 742
Emprunts et dettes financières à court terme	10 633	1 005	6 336
Provisions	3 475	3 152	3 173
<b>Total passif courant</b>	<b>89 013</b>	<b>88 351</b>	<b>90 311</b>
<b>Total passif et capitaux propres</b>	<b>163 686</b>	<b>168 233</b>	<b>170 464</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Du 1er juillet au 30 septembre 2012 (trois mois)	Du 1er janvier au 30 septembre 2012 (neuf mois)	Du 1er juillet au 30 septembre 2011 (trois mois)	Du 1er janvier au 30 septembre 2011 (neuf mois)
Chiffre d'affaires	47 852	147 329	51 186	153 315
Coût des ventes	(12 370)	(39 610)	(15 707)	(45 935)
<b>Marge brute</b>	<b>35 482</b>	<b>107 719</b>	<b>35 479</b>	<b>107 380</b>
Frais de recherche et développement	(2 494)	(8 521)	(2 471)	(8 490)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(27 624)	(84 500)	(24 202)	(77 203)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>5 364</b>	<b>14 698</b>	<b>8 806</b>	<b>21 687</b>
Produits financiers	97	259	125	393
Charges financières	(198)	(973)	(529)	(1 721)
Résultat de change	(180)	(175)	(100)	12
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>5 083</b>	<b>13 809</b>	<b>8 302</b>	<b>20 371</b>
Impôts sur le résultat	(1 302)	(3 759)	(2 477)	(5 754)
<b>Résultat net</b>	<b>3 781</b>	<b>10 050</b>	<b>5 825</b>	<b>14 617</b>

(en euros)

Résultat par action

Résultat :

- de base	0,13	0,35	0,20	0,51
- dilué	0,13	0,34	0,20	0,50

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	28 832 788	28 790 966	28 813 597	28 680 548
- résultat dilué	29 292 440	29 253 967	29 460 474	29 365 097

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1er juillet au 30 septembre 2012 (trois mois)	Du 1er janvier au 30 septembre 2012 (neuf mois)	Du 1er juillet au 30 septembre 2011 (trois mois)	Du 1er janvier au 30 septembre 2011 (neuf mois)
<b>Résultat net</b>	<b>3 781</b>	<b>10 050</b>	<b>5 825</b>	<b>14 617</b>
Ecart de conversion	77	162	185	(68)
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	(2)	(921)	0	0
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	48	267	62	697
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(16)	142	(23)	(235)
<b>Résultat global total</b>	<b>3 888</b>	<b>9 700</b>	<b>6 049</b>	<b>15 011</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre

(en milliers d'euros)

	2012	2011
<b>I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</b>		
Résultat net	10 050	14 617
Amortissements et provisions d'exploitation	5 410	3 225
Eléments non monétaires du résultat	(152)	165
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(43)	(4)
Variation des impôts différés	920	2 267
<b>Capacité d'autofinancement d'exploitation</b>	<b>16 185</b>	<b>20 270</b>
Variation des stocks et en-cours	(2 980)	(1 604)
Variation des créances clients et comptes rattachés	5 669	580
Variation des autres actifs et passifs courants	(9 011)	(4 334)
<b>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</b>	<b>(6 322)</b>	<b>(5 358)</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle</b>	<b>9 863</b>	<b>14 912</b>
<b>II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 115)	(747)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 158)	(1 622)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	126	127
Acquisitions d'immobilisations financières	(631)	(202)
Cessions d'immobilisations financières	608	367
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(4 170)</b>	<b>(2 077)</b>
<b>III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations de capital en numéraire	143	1 841
Versement de dividendes	(6 330)	(5 164)
Achats par la société de ses propres actions	(346)	(763)
Ventes par la société de ses propres actions	528	954
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	0
Remboursement des dettes long terme et court terme	(374)	(4 320)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>(6 379)</b>	<b>(7 452)</b>
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>(686)</b>	<b>5 383</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>26 320</b>	<b>30 174</b>
Variation de la trésorerie	(686)	5 383
Incidence de la consolidation de Lectra Maroc	137	0
Incidence des variations de cours de change	40	(8)
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>25 811</b>	<b>35 549</b>
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	5 693	13 803
Eléments non récurrents du cash-flow libre	0	(968)
<b>Cash-flow libre</b>	<b>5 693</b>	<b>12 835</b>
Impôts décaissés (remboursés), nets	2 957	136
Intérêts décaissés	519	1 175

## TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions détenues en propre	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>28 499 014</b>	<b>0,97</b>	<b>27 644</b>	<b>1 039</b>	<b>(386)</b>	<b>(8 877)</b>	<b>22 612</b>	<b>42 032</b>
Résultat net							14 617	14 617
Autres éléments du résultat global						(68)	462	394
<b>Resultat global</b>						<b>(68)</b>	<b>15 079</b>	<b>15 011</b>
Exercice d'options de souscription d'actions	404 596	0,97	392	1 449				1 841
Valorisation des options de souscription d'actions							158	158
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(197)			(197)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							259	259
Dividendes							(5 164)	(5 164)
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2011</b>	<b>28 903 610</b>	<b>0,97</b>	<b>28 037</b>	<b>2 487</b>	<b>(583)</b>	<b>(8 946)</b>	<b>32 946</b>	<b>53 941</b>
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>28 499 014</b>	<b>0,97</b>	<b>27 644</b>	<b>1 039</b>	<b>(386)</b>	<b>(8 877)</b>	<b>22 612</b>	<b>42 032</b>
Résultat net <sup>(1)</sup>							19 456	19 456
Autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>						61	294	355
<b>Resultat global</b>						<b>61</b>	<b>19 750</b>	<b>19 811</b>
Exercice d'options de souscription d'actions	404 596	0,97	392	1 449				1 841
Valorisation des options de souscription d'actions							257	257
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(336)			(336)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							245	245
Dividendes							(5 164)	(5 164)
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2011</b>	<b>28 903 610</b>	<b>0,97</b>	<b>28 037</b>	<b>2 487</b>	<b>(722)</b>	<b>(8 816)</b>	<b>37 700</b>	<b>58 686</b>
Résultat net							10 050	10 050
Autres éléments du résultat global						162	(512)	(350)
<b>Resultat global</b>						<b>162</b>	<b>9 538</b>	<b>9 700</b>
Augmentation de la valeur nominale des actions		0,03	868				(868)	0
Exercice d'options de souscription d'actions	40 752	0,99	40	103				143
Valorisation des options de souscription d'actions							131	131
Vente (achat) par la société de ses propres actions					291			291
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(73)	(73)
Dividendes							(6 330)	(6 330)
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2012</b>	<b>28 944 362</b>	<b>1,00</b>	<b>28 944</b>	<b>2 591</b>	<b>(431)</b>	<b>(8 654)</b>	<b>40 098</b>	<b>62 548</b>

## NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIEME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2012

### 1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 350 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne 23 000 clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2011, réalisé en direct 90 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 740 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 220 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

## Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche annuel applicable en France.

## 2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, disponibles sur [www.lectra.com](http://www.lectra.com).

Les comptes consolidés au 30 septembre 2012 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2011, à l'exception du point présenté ci-dessous sur la comptabilisation des engagements de retraite à prestations définies. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration qui les a arrêtés lors de sa réunion du 25 octobre 2012. Ils n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents essentiellement en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2012 traduits à cours de change 2011, comparés aux données réelles 2011.

### Changement de méthode comptable – Comptabilisation des pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite dans l'état du résultat global

Le Groupe a décidé de modifier la méthode de comptabilisation de ses pertes et gains actuariels issus de la valorisation de ses engagements de retraite à prestations définies dans le cadre de la norme actuelle IAS 19 – Avantages du personnel.

Jusqu'au 31 décembre 2011, les pertes et gains actuariels étaient intégralement comptabilisés dans le



compte de résultat consolidé. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, le Groupe a décidé de reconnaître l'intégralité des pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. Ce changement de méthode comptable a été motivé par la perspective de l'application en 2013 de la norme IAS 19 révisée, rendant obligatoire cette option de comptabilisation des pertes et gains actuariels en fonds propres. Le Groupe estime que ce changement de méthode améliore la pertinence des états financiers consolidés, éliminant ainsi les effets de la volatilité des hypothèses actuarielles retenues dans le calcul de ses engagements de retraite à prestations définies au sein du compte de résultat consolidé.

Conformément à IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, ce changement de méthode a été appliqué de façon rétrospective ; les états financiers 2011 ont été retraités en conséquence de la façon suivante :

#### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre	2011 publié	2011 retraité
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>205 923</b>	<b>205 923</b>
Coût des ventes	(61 613)	(61 613)
<b>Marge brute</b>	<b>144 310</b>	<b>144 310</b>
Frais de recherche et développement	(11 463)	(11 463)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(103 925)	(103 544)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>28 922</b>	<b>29 303</b>
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>27 209</b>	<b>27 590</b>
Impôts sur le résultat	(8 012)	(8 134)
<b>Résultat net</b>	<b>19 197</b>	<b>19 456</b>

#### ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre	2011 publié	2011 retraité
<b>Résultat net</b>	<b>19 197</b>	<b>19 456</b>
Ecart de conversion	61	61
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	0	(381)
Part efficace de la variation de juste valeur des <i>swaps</i> de taux d'intérêt	837	837
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(284)	(162)
<b>Résultat global total</b>	<b>19 811</b>	<b>19 811</b>

Le montant global des pertes actuarielles sur les engagements de retraite 2011, d'un montant de € 381 milliers, comptabilisé dans les comptes 2011 publiés dans les « Frais commerciaux, généraux et administratifs », figure après retraitement sur une nouvelle ligne spécifique de l'état du résultat global consolidé intitulée « Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies ». La charge d'impôt correspondante de € 122 milliers, comptabilisée dans les comptes 2011 publiés dans « Impôts sur le résultat » a été reclassée sur la ligne « Effet d'impôts sur les éléments du résultat global » de l'état du résultat global. Compte tenu de ces éléments, l'impact de ce retraitement sur le résultat net est une augmentation de € 259 milliers, le résultat global total ainsi que le montant des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2011 restant inchangés.

Les pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite ne faisant l'objet d'un calcul qu'en fin d'année, seuls les comptes du quatrième trimestre 2011 et de l'exercice 2011 sont concernés par ce retraitement.

#### Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du

Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

### Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

### Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

### Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions

prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

### Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêts ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie, le cas échéant.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

### Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

### Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la

valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

### **3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**

Au 30 septembre 2012, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 27 sociétés consolidées par intégration globale.

Une filiale de Lectra SA, Lectra Maroc SARL, jusqu'alors non comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe, est consolidée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 par intégration globale. Les impacts de cette première consolidation sur les comptes du Groupe au 30 septembre 2012 ne sont pas significatifs.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des neuf premiers mois de 2012.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2012, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,6 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,5 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 septembre 2012.

## 4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

### 4.1 Troisième trimestre 2012

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre				
	2012		2011	Variation 2012/2011	
	Réel	A cours de change 2011	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	47 852	45 755	51 186	-7%	-11%
Coût des ventes	(12 370)	(12 187)	(15 707)	-21%	-22%
Marge brute	35 482	33 568	35 479	+0%	-5%
(en % du chiffre d'affaires)	74,1%	73,4%	69,3%	+4,8 points	+4,1 points
Frais de recherche et de développement	(2 494)	(2 494)	(2 471)	+1%	+1%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(27 624)	(26 672)	(24 202)	+14%	+10%
Résultat opérationnel	5 364	4 402	8 806	-39%	-50%
(en % du chiffre d'affaires)	11,2%	9,6%	17,2%	-6,0 points	-7,6 points
Résultat avant impôts	5 083	4 121	8 302	-39%	-50%
Impôt sur le résultat	(1 302)	na	(2 477)	-47%	na
Résultat	3 781	na	5 825	-35%	na

### 4.2 Neuf premiers mois de 2012

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre				
	2012		2011	Variation 2012/2011	
	Réel	A cours de change 2011	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	147 329	141 826	153 315	-4%	-7%
Coût des ventes	(39 610)	(39 089)	(45 935)	-14%	-15%
Marge brute	107 719	102 737	107 380	+0%	-4%
(en % du chiffre d'affaires)	73,1%	72,4%	70,0%	+3,1 points	+2,4 points
Frais de recherche et de développement	(8 521)	(8 521)	(8 490)	+0%	+0%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(84 500)	(82 043)	(77 203)	+9%	+6%
Résultat opérationnel	14 698	12 173	21 687	-32%	-44%
(en % du chiffre d'affaires)	10,0%	8,6%	14,1%	-4,1 points	-5,5 points
Résultat avant impôts	13 809	11 284	20 371	-32%	-45%
Impôt sur le résultat	(3 759)	na	(5 754)	-35%	na
Résultat	10 050	na	14 617	-31%	na

## 5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

### 5.1 Troisième trimestre 2012

#### Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	22 947	48%	22 797	25 896	51%	-11%	-12%
- France	4 150	9%	4 150	5 124	10%	-19%	-19%
Amériques	12 017	25%	10 994	12 254	24%	-2%	-10%
Asie - Pacifique	10 496	22%	9 545	10 951	21%	-4%	-13%
Autres pays	2 392	5%	2 419	2 085	4%	+15%	+16%
<b>Total</b>	<b>47 852</b>	<b>100%</b>	<b>45 755</b>	<b>51 186</b>	<b>100%</b>	<b>-7%</b>	<b>-11%</b>

#### Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	13 123	27%	12 622	13 673	27%	-4%	-8%
- nouvelles licences	5 043	11%	4 830	6 203	12%	-19%	-22%
- contrats d'évolution logiciels	8 079	17%	7 792	7 470	15%	+8%	+4%
Équipements de CFAO	11 974	25%	11 425	16 291	32%	-26%	-30%
Maintenance hardware et services en ligne	9 488	20%	9 078	8 638	17%	+10%	+5%
Pièces détachées et consommables	11 416	24%	10 849	10 603	21%	+8%	+2%
Formation, conseil	1 836	4%	1 768	1 838	4%	-0%	-4%
Divers	15	0%	13	143	0%	-90%	-91%
<b>Total</b>	<b>47 852</b>	<b>100%</b>	<b>45 755</b>	<b>51 186</b>	<b>100%</b>	<b>-7%</b>	<b>-11%</b>

#### Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 30 septembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes <sup>(1)</sup>	18 868	39%	18 036	24 476	48%	-23%	-26%
Revenus récurrents <sup>(2)</sup> , dont :	28 983	61%	27 719	26 710	52%	+9%	+4%
- contrats récurrents	17 152	36%	16 477	15 655	31%	+10%	+5%
- autres revenus récurrents sur la base installée	11 832	25%	11 242	11 055	21%	+7%	+2%
<b>Total</b>	<b>47 852</b>	<b>100%</b>	<b>45 755</b>	<b>51 186</b>	<b>100%</b>	<b>-7%</b>	<b>-11%</b>

<sup>(1)</sup> Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

<sup>(2)</sup> Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.

- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et des interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

## 5.2 Neuf premiers mois de 2012

### Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	70 457	48%	70 146	77 712	51%	-9%	-10%
- France	14 504	10%	14 504	16 002	10%	-9%	-9%
Amériques	36 262	25%	33 680	32 247	21%	+12%	+4%
Asie - Pacifique	31 413	21%	28 663	35 715	23%	-12%	-20%
Autres pays	9 196	6%	9 337	7 641	5%	+20%	+22%
<b>Total</b>	<b>147 329</b>	<b>100%</b>	<b>141 826</b>	<b>153 315</b>	<b>100%</b>	<b>-4%</b>	<b>-7%</b>

### Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	40 900	28%	39 660	41 719	27%	-2%	-5%
- nouvelles licences	17 172	12%	16 578	19 650	13%	-13%	-16%
- contrats d'évolution logiciels	23 728	16%	23 082	22 069	14%	+8%	+5%
Équipements de CFAO	39 412	27%	37 532	46 762	31%	-16%	-20%
Maintenance hardware et services en ligne	27 668	19%	26 733	25 814	17%	+7%	+4%
Pièces détachées et consommables	33 458	23%	32 180	31 956	21%	+5%	+1%
Formation, conseil	5 698	4%	5 532	6 675	4%	-15%	-17%
Divers	193	0%	187	389	0%	-50%	-52%
<b>Total</b>	<b>147 329</b>	<b>100%</b>	<b>141 826</b>	<b>153 315</b>	<b>100%</b>	<b>-4%</b>	<b>-7%</b>

### Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes <sup>(1)</sup>	62 475	42%	59 830	73 476	48%	-15%	-19%
Revenus récurrents <sup>(2)</sup> , dont :	84 854	58%	81 996	79 839	52%	+6%	+3%
- contrats récurrents	50 172	34%	48 635	46 544	30%	+8%	+4%
- autres revenus récurrents sur la base installée	34 681	24%	33 361	33 295	22%	+4%	+0%
<b>Total</b>	<b>147 329</b>	<b>100%</b>	<b>141 826</b>	<b>153 315</b>	<b>100%</b>	<b>-4%</b>	<b>-7%</b>

<sup>(1)</sup> Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

<sup>(2)</sup> Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et des interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.



## Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre							
	2012			2011			Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	31 250	50%	30 382	39 496	54%	-21%	-23%	
Automobile	21 682	35%	20 151	24 441	33%	-11%	-18%	
Ameublement	4 656	7%	4 567	4 840	7%	-4%	-6%	
Autres industries	4 887	8%	4 730	4 699	6%	+4%	+1%	
<b>Total</b>	<b>62 475</b>	<b>100%</b>	<b>59 830</b>	<b>73 476</b>	<b>100%</b>	<b>-15%</b>	<b>-19%</b>	

## 6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2012	Asie-					Siège	Total
	Europe	Amériques	Pacifique	Autres pays			
Chiffre d'affaires	70 457	36 262	31 413	9 196		0	147 329
Résultat opérationnel courant	4 902	(23)	(1 355)	981		10 193	14 698

Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2011	Asie-					Siège	Total
	Europe	Amériques	Pacifique	Autres pays			
Chiffre d'affaires	77 712	32 247	35 715	7 641		0	153 315
Résultat opérationnel courant	7 875	548	624	1 133		11 507	21 687

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

## 7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Trésorerie nette (+)	
		Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre	5,7	0,0	5,7
Augmentation de capital <sup>(1)</sup>	0,1	0,0	0,1
Achat et vente par la société de ses propres actions <sup>(2)</sup>	0,2	0,0	0,2
Versement de dividendes	(6,3)	0,0	(6,3)
Variation de l'endettement	(0,4)	0,4	0,0
Effet de la consolidation de Lectra Maroc	0,1	0,0	0,1
Effet de la variation des devises – divers	0,0	0,0	0,0
<b>Variation de la période</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,4</b>	<b>(0,1)</b>
Situation au 31 décembre 2011	26,3	(17,7)	8,6
Situation au 30 septembre 2012	25,8	(17,3)	8,5
<b>Variation de la période</b>	<b>(0,5)</b>	<b>0,4</b>	<b>(0,1)</b>

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Groupe Société Générale) jusqu'au 21 mai 2012 puis à Exane BNP Paribas (cf. note 10).

Le cash-flow libre au 30 septembre s'élève à € 5,7 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 16,2 millions, d'investissements de € 4,2 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 6,3 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- - € 5,7 millions proviennent d'une diminution des créances clients, compte tenu de la diminution des ventes de nouveaux systèmes ;
- + € 3,0 millions proviennent de l'augmentation des stocks, une part importante de cette augmentation étant liée au lancement des nouvelles offres de découpeurs, Versalis et Vector ;
- + € 4,3 millions proviennent de la créance relative au crédit d'impôt recherche des neuf premiers mois de 2012, comptabilisée mais non encaissée ;
- + € 4,7 millions proviennent de la variation des autres actifs et passifs courants, et en particulier la diminution du poste fournisseurs, la diminution des acomptes clients, l'augmentation des charges constatées d'avance ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représentant un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 septembre 2012 est positif de € 3,3 millions. Il comprend une créance de € 14,1 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2010, 2011 et des neuf premiers mois de 2012 non encaissé et non imputé sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 10,8 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

## 8. EVOLUTION DU LITIGE EN COURS AVEC INDUYCO

Ce litige fait l'objet d'un développement complet dans la note 23 de l'annexe aux comptes consolidés 2011 à laquelle il convient de se référer.

**Dans son jugement du 21 octobre 2009, le tribunal arbitral avait alloué à Lectra des dommages et intérêts d'un montant global de € 26,2 millions (au 30 septembre 2012)**

En juin 2005, Lectra avait engagé une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco (membre du groupe espagnol El Corte Inglés), le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, à la suite de l'acquisition de cette dernière. Aux termes du contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004, les parties étaient convenues que les différends découlant de ce contrat seraient définitivement tranchés par voie d'arbitrage international à Londres, conformément aux règles de la Chambre de Commerce Internationale.

Par sa sentence rendue le 21 octobre 2009, le Tribunal Arbitral International avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,7 millions (plus intérêts) comprenant :

- € 15,1 millions à titre de dommages-intérêts (plus intérêts depuis le 30 juin 2005 et courant jusqu'au paiement) ;
- € 6,6 millions au titre des frais de procédure (plus intérêts depuis la décision jusqu'au paiement).

Induyco avait refusé de se conformer à cette sentence, qui s'imposait à elle en application du droit international, et engagé en Angleterre une procédure en annulation (la High Court of Justice de Londres l'avait entièrement débouté et lui avait refusé la possibilité de faire appel).

A la suite de l'arrêt de la Cour d'Appel de Madrid du 20 septembre 2010, Lectra avait obtenu l'exécution des garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties et avait encaissé € 15,1 millions.

Par sa décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid a ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale. Il a donc confirmé la validité et le caractère exécutoire en Espagne de cette sentence et a rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra. En confirmant la validité et le caractère exécutoire de la sentence arbitrale en Espagne, cette décision constitue une étape déterminante dans le règlement de ce litige.

Induyco a fait appel de ce jugement et les conclusions écrites des deux parties ont été déposées fin 2011. La décision de la Cour d'Appel de Madrid devrait être connue dans le courant du premier semestre 2013.

**La société a seulement enregistré dans ses comptes € 15,1 millions effectivement encaissés sur le montant global de dommages et intérêts de € 26,2 millions**

Induyco ayant fait appel de la décision du 27 juin 2011, celle-ci n'a pas conduit à modifier l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes du Groupe : le solde (€ 11,1 millions) du montant total (€ 26,2 millions au 30 septembre 2012) des dommages et intérêts restant dû par Induyco n'a pas été enregistré dans les comptes au 30 septembre 2012 et ne le sera que lors de son encaissement effectif.

Dans la mesure où l'intégralité des frais engagés (à l'exception de ceux relatifs aux procédures encore en cours en Espagne) a déjà été payée, l'exécution de la décision arbitrale se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par Induyco.

## **9. ENGAGEMENTS DE RETRAITE A PRESTATIONS DEFINIES**

Les engagements de retraite à prestations définies s'élèvent à € 5,5 millions au 30 septembre 2012, contre € 4,5 millions au 31 décembre 2011, en augmentation de € 1,0 million.

Au cours du premier trimestre 2012, le Groupe a procédé à une revue complète de l'ensemble des hypothèses actuarielles utilisées dans la valorisation de ses engagements de retraite à prestations définies, en faisant notamment appel à des actuaires indépendants. Cette révision a conduit le Groupe à augmenter la provision correspondante figurant dans l'état de la situation financière de € 0,9 million (dont € 0,7 million pour la société mère Lectra SA) et à comptabiliser une perte actuarielle de même montant dans l'état du résultat global du premier trimestre 2012. L'impact après impôts est de € 0,7 million.

## **10. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE**

Le contrat de liquidité, précédemment confié à SG Securities (Société Générale), est géré par Exane BNP Paribas depuis le 21 mai 2012.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, dans le cadre de ces contrats, la société a acheté 76 906 actions et en a vendu 115 785 aux cours moyens respectifs de € 4,50 et de € 4,56.

Au 30 septembre 2012, elle détenait 94 975 de ses propres actions (soit 0,3 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 4,53, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

## **11. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE**

### **11.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette**

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	31 décembre 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 811	26 320
Emprunts et dettes financières	(17 275)	(17 689)
<b>Trésorerie nette (endettement financier net)</b>	<b>8 536</b>	<b>8 631</b>

La trésorerie nette du Groupe s'est détériorée de € 0,1 million au cours des neuf premiers mois de 2012, après versement du dividende de € 6,3 millions le 10 mai 2012.

## 11.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 30 septembre 2012, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire à moyen terme <sup>(1)</sup>	10 160	5 760	0	15 920
Avances remboursables ne portant pas intérêt <sup>(2)</sup>	473	882	0	1 355
<b>Total</b>	<b>10 633</b>	<b>6 642</b>	<b>0</b>	<b>17 275</b>

(1) Les dates de remboursement utilisées pour renseigner le tableau ci-dessus sont les dates contractuelles au plus tard, compte tenu des remboursements déjà effectués au 30 septembre 2012, sans accélération au titre des différentes clauses correspondantes du contrat.

(2) Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

## 11.3 Emprunt bancaire à moyen terme

En 2007, la société a contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Au cours de l'exercice 2011, la société a remboursé par anticipation € 3,8 millions le 30 juin au titre de la clause contractuelle d'*excess cash-flow* (il n'y aura pas de remboursement en 2012 au titre de cette même clause) et € 10 millions à sa propre initiative le 31 décembre (en plus de l'échéance contractuelle qui avait été réduite à € 0,6 million du fait du remboursement anticipé de € 10 millions réalisé le 31 décembre 2010).

Le solde de l'emprunt, soit € 15,9 millions au 30 septembre 2012, est remboursable en trois échéances de € 0,6 million le 31 décembre 2012, € 9,6 millions le 30 juin 2013 et € 5,8 millions le 31 décembre 2013.

Cet emprunt est soumis à intérêts au taux de l'Euribor 3 mois, majoré d'une marge ramenée à 0,95 % l'an depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

La société avait, dès la signature du contrat de prêt en 2007, couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt en convertissant ce taux variable en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux (cf. note 12). Le taux d'intérêt effectif global au cours des neuf premiers mois de 2012, après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts, s'est élevé à 4,36 %.

## 11.4 Covenants

La société s'est engagée, pendant toute la durée de l'emprunt, à respecter le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*). En cas de non-respect de ces ratios, une clause du contrat de prêt prévoit le remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt ; dans cette hypothèse, la société se rapprocherait de ses banques pour trouver un accord amiable satisfaisant.

Comme la trésorerie disponible du Groupe était supérieure à l'endettement financier au 31 décembre 2011 (cf. note 11.1), les deux *covenants* étaient de fait respectés en 2011.

Les ratios à respecter en 2012 sont les suivants :

- *Leverage* : < 1,7
- *Gearing* : < 1

La société les respectera au 31 décembre 2012.

Les clauses spécifiques attachées à ces *covenants* et aux autres conditions contractuelles, notamment le remboursement anticipé de l'emprunt, font l'objet d'une description détaillée dans la note 13.2.2 de l'annexe aux comptes consolidés 2011 à laquelle il convient de se référer.

## 12. INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Comme indiqué dans la note 11, la société a couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions en convertissant le taux variable de l'emprunt (Euribor 3 mois) en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux. La couverture du risque de taux avait été réalisée sur la base de la meilleure estimation possible du montant de l'emprunt sur les différentes périodes couvertes, compte tenu des clauses contractuelles.

Le montant nominal de ces *swaps* étant toujours inférieur au nominal de l'emprunt, ils répondent aux critères d'une opération de couverture des normes IFRS. Leur juste valeur au 30 septembre 2012 est négative de € 0,1 million. La part efficace, correspondant à la totalité de leur juste valeur, a été entièrement comptabilisée en capitaux propres. Aucune part non efficace n'a été comptabilisée en résultat financier au cours des neuf premiers mois de 2012.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2012 et jusqu'au 31 décembre 2012, date de leur échéance, le montant nominal des *swaps* de taux a été réduit à € 5 millions (contre € 13 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2012).

De ce fait, dans l'hypothèse où le taux Euribor 3 mois resterait identique à celui du 28 septembre 2012 (0,22 %), le taux d'intérêt effectif global après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts sera réduit à 2,62 % au quatrième trimestre 2012 puis serait réduit à 1,19 % jusqu'au dernier remboursement prévu le 31 décembre 2013.

## 13. RISQUE DE CHANGE

L'exposition aux risques de change et la politique de gestion de ces risques au sein du Groupe demeurent inchangées par rapport au 31 décembre 2011.

### Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 septembre 2012 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 2,9 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société avait couvert, le 5 juillet, son exposition nette estimée au dollar américain pour le troisième et le quatrième trimestres par des achats d'options de change (*puts* dollar / *calls* euros) qui garantissaient un cours de \$ 1,30 / € 1, tout en permettant de bénéficier de la totalité de la hausse du dollar en deçà de cette parité. Aucune option n'a été exercée au troisième trimestre, compte tenu de la parité euro / dollar au cours de cette période.

## 14. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

### Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

### Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel à une variation de la parité euro / dollar

La parité moyenne retenue pour le budget 2012 était de \$ 1,30 / € 1 (contre une parité réelle de \$ 1,39 / € 1 en 2011 et de \$ 1,28 / € 1 au cours des neuf premiers mois de 2012). A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,30 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une hausse moyenne du dollar par rapport à l'euro de \$ 0,05 (faisant

passer la parité de \$ 1,30 / € 1 à \$ 1,25 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires du quatrième trimestre d'environ € 0,6 million et du résultat opérationnel de € 0,3 million. A l'inverse, une baisse du dollar de \$ 0,05 (portant la parité moyenne à \$ 1,35 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants ; le bénéfice lié à l'exercice des options de change mentionnées dans la note 13 se traduirait par un gain de change.